



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 452 DDP 2015**  
**portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire

VU le Titre VII du Livre I et le titre I du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L. 171-8, L. 511-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2012, réglementant les activités de la société SFTS, ZI les Chaux sur la commune de SURY-LE-COMTAL,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classée du 2 février 2015, suite à l'inspection réalisée le 14 octobre 2014 sur le site de la société SFTS, ZI les Chaux sur la commune de SURY-LE-COMTAL,

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société SFTS, ZI les Chaux sur la commune de SURY-LE-COMTAL, ne respecte pas les conditions de rejet des eaux industrielles fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2012,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société SFTS, ZI les Chaux sur la commune de SURY-LE-COMTAL, de respecter les prescriptions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2012 concernant la valeur de rejet en DCO afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

**ARRETE**

**Article 1 :**

L'exploitant de la société SFTS, ZI les Chaux sur la commune de SURY-LE-COMTAL, est mis en demeure, **sous 6 mois**, de respecter les prescriptions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 11 mai 2012.

### Article 2 :

En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L. 171-8 du Code de l'Environnement.

### Article 3 – Délais et recours :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### Article 4 – Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Sury-le-Comtal pendant une durée minimale d'un mois.

Monsieur le maire de Sury-le-Comtal fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société la société SFTS.

### Article 5 – Exécution :

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Maire de Sury-le-Comtal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Sury-le-Comtal et à la société SFTS.

Fait à Saint-Étienne, le

10 AVR. 2015

### Copies adressées à :

- Société SFTS
- ZI les Chaux
- SURY-LE-COMTAL
- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SURY-LE-COMTAL
- Archives
- Chrono



Pour le Préfet  
et par délégation

Le Secrétaire Général

Gerand LACROIX